

Unité départementale du Haut-Rhin
2 Place du Général De Gaulle
BP 71354
68070 MULHOUSE Cedex
ud68.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Mulhouse, le 19 juin 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HOLCIM HAUT RHIN (carrière)
STEINGRUBE
68130 Altkirch

Références : 0006700195_2025_05_21_HOLCIM_VIPPC
Code AIOT : 0006700195

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement HOLCIM HAUT RHIN (carrière) implanté STEINGRUBE 68130 Altkirch.

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Référentiel réglementaire

- arrêté du 27 juin 2019 portant autorisation environnementale en vue de l'exploitation d'une carrière de roche calcaire et de marne située Chemin des Carrières à Altkirch, par la société HOLCIM Haut-Rhin ;
- arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT RHIN (carrière)
- STEINGRUBE 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700195 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société HOLCIM Haut-Rhin exploite une carrière de calcaire et de marnes à Altkirch.
Les calcaires sont abattus à l'explosif, alors que les marnes sont extraites à la pelle.
Les matériaux extraits sont destinés à la cimenterie, qui est alimentée par bandes transporteuses.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
5	Registre de suivi des déchets non dangereux non inertes	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.4	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
6	Déchets réceptionnés	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
8	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.2.1	Demande d'action corrective	2 Mois
9	Coupes et profils	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.2.2	Demande d'action corrective	2 Mois
10	Prévention des risques - moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.3.1	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volume de déchets non dangereux non inertes	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.2	
2	Zones de stockage des déchets non dangereux non inertes	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.2	
3	Registre de suivi de l'étanchéité des dalles d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.2	
4	Récupération des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.2	
7	Suivi des zones d'accumulation d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.5.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence plusieurs non-conformités :

- plan d'exploitation non établi à la fréquence prévue ;
- registre des déchets incomplets ;
- absence de certains éléments sur les profils.


S'agissant d'aspects documentaires qui peuvent aisément être mis en conformité, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

Des justificatifs sont également attendus concernant l'identification de certains déchets.


Enfin, concernant les moyens incendie, la prescription est inadaptée. Il apparaît toutefois nécessaire que l'exploitant se positionne sur des moyens complémentaires et/ ou sur des barrières de sécurité et qu'ils les mettent en oeuvre.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Volume de déchets non dangereux non inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.2
Thème(s) : Situation administrative - Quantité présente
Prescription contrôlée : [...] Le volume de déchets Non Dangereux Non Inertes est d'au maximum 900 m³ (en cumul sur les 2 dalles) : - l'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.) ; [...]
Constats : Il a été constaté que l'exploitant a mis en place des repères permettant d'évaluer le volume de déchets présents sur les dalles. Le volume de déchets non dangereux non inertes présent sur les dalles a été évalué au cours du contrôle. Le volume total de déchets non dangereux non inertes présent était de l'ordre de 800 m3 (approximativement : 310 m3 de laine de roche, 135 m3 de terres polluées, 380 m3 d'oxydes de Fer). Le présent constat n'appelle pas de remarque.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 2 : Zones de stockage des déchets non dangereux non inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques - Zones de stockage
Prescription contrôlée : [...] Tout stockage, même temporaire, sur dalle non imperméabilisée est interdit dans l'enceinte de la carrière [...]
Constats : Au cours des contrôles précédents (06 octobre 2020, 16 mai 2023), il avait été indiqué que des déchets non dangereux non inertes étaient déposés temporairement en pied de front pour être mélangés avec les matériaux extraits, sans que leur présence ne soit effectivement constatée au cours des contrôles. Au cours du contrôle, il a été constaté que les matériaux sont chargés au niveau des dalles par un prestataire pour être acheminés directement dans le concasseur. L'exploitant a présenté le contrat établi avec le prestataire. Il n'a pas été constaté de dépôts de déchets non dangereux non inertes hors des dalles prévues à cet effet au cours du contrôle (zones contrôlées : partie supérieure du banc supérieur, concasseur). Le présent constat n'appelle pas de remarque.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Registre de suivi de l'étanchéité des dalles d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques - Registre
Prescription contrôlée : [...] L'état de bonne imperméabilisation de cette dalle étanche, et du point bas de récupération des égouttures et eaux de ruissellement, doit être annuellement vérifié. Un registre de contrôle sera ouvert à cet effet, et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées [...]
Constats : Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté un registre. Des contrôles sont consignés régulièrement à une fréquence plus régulière que celle prévue. Le présent constat n'appelle pas de remarque.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant pourrait utilement préciser toutes observations relatives à l'état des dalles et du point de récupération des eaux (zones abîmées, surfaces concernées, ...) dans son registre.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Récupération des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques - Bassins de récupération
Prescription contrôlée : [...] Les 2 dalles sont conçues de façon à ce que toutes les éventuelles égouttures et toutes les eaux pluviales de percolation ou ruissellement de déchets ou de dalles soient intégralement récupérées dans un point bas suffisamment dimensionné (murets autour de la dalle étanche, caniveaux reliés au point bas,...) : - le réseau de collecte de ces écoulements est déconnecté de tout autre réseau de collecte, - tout rejet de ces égouttures et eaux pluviales de percolation ou ruissellement dans le milieu naturel est interdit ; la totalité des égouttures, jus et eaux pluviales récupérées au niveau du point bas doivent être éliminés comme des déchets [...]
Constats : Le présent constat n'a concerné que le bassin de récupération des eaux des nouvelles dalles ajout. Il a été constaté que les eaux de ruissellement des nouvelles dalles ajout sont collectées dans un bassin étanche. Le bassin est équipé d'une pompe à déclenchement automatique. D'après l'exploitant, lorsque le niveau du bassin atteint un certain niveau, les eaux sont pompées et utilisées pour arroser les dépôts de déchets présents sur les dalles. Au cours du contrôle, un volume notable restait libre dans le bassin. Le présent constat n'appelle pas de remarque.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Registre de suivi des déchets non dangereux non inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.4
Thème(s) : Risques chroniques - Registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Registre d'admission : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Il y consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception des déchets,- la référence du document préalable d'acceptation,- le type de déchets et le code déchets (nomenclature déchets),- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement,- la localisation de la dalle où les déchets sont temporairement stockés. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets admis a été communiqué postérieurement au contrôle par courriel du 23 mai 2025.</p> <p>Il apparaît que le registre ne comporte pas tous les éléments prévus et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• la localisation de la dalle ;• le résultat du contrôle visuel. <p>Concernant la référence de la fiche d'information préalable, sur la base de l'analyse documentaire, l'Inspection n'est pas en mesure de statuer (correspondance avec la colonne "Waste Acceptance Document").</p> <p>Ce constat résulte uniquement d'un contrôle documentaire postérieurement au contrôle.</p> <p>S'agissant d'une non-conformité d'ordre documentaire à laquelle il peut être aisément remédier, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de compléter son registre dans un délai d'un mois et de communiquer les justificatifs à l'Inspection.</p> <p>Il justifiera également que le registre comporte bien la référence de l'information préalable.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

N° 6 : Déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.1

Thème(s) : Risques chroniques - Déchets réceptionnés

Prescription contrôlée :

Le stockage de matériaux à valoriser au niveau de la cimenterie HOLCIM HAUT RHIN d'Altkirch située à proximité immédiate de la carrière, est autorisé dans le périmètre de la carrière sous réserve que :

- ces matériaux ne soient que des déchets Non Dangereux Non Inertes destinés exclusivement à une valorisation dans la cimenterie voisine tels que définis ci-dessous :

- les déchets à forte part d'Alumine,
- les déchets à forte part d'oxydes de Fer,
- les déchets dits « porteurs mixte » dans lesquels sont présents, Alumine, Oxydes de Fer, Silice et chaux.

Code déchet	produit	type
11 01 10	Boues d'hydroxyde d'alumine	Porteur d'alumine
19 01 18	Refus de crible secondaire	Boues de Step / Boues de cession interne
16 03 04	Laine de Roche	Porteur mixte
07 07 12	Boues de station d'épuration	Porteur mixte
10 02 14	Oxyde de Fer (boues fines d'aciérie)	Porteur d'oxyde de fer
10 02 14	Oxyde de Fer (Porteur d'oxyde de fer LD)	Porteur d'oxyde de fer LD

[...]

Constats :

Le contrôle de ces éléments a été réalisé postérieurement au contrôle à partir de l'analyse du registre des entrées de déchets communiqué par l'exploitant par courriel du 23 mai 2025.

Le registre porte sur la période allant du 1er au 20 mai.

Il a été constaté que le registre comporte des déchets relevant des codes déchets suivants :

- 07 07 12 : boues de station ;
- 10 02 14 : boues fines d'aciéries, oxydes de fer LD ;
- 10 13 14 : boues de centrale à béton prêt à l'emploi ;
- 16 03 04 : laine de roche ;
- 17 05 04 : terres et cailloux ; terres polluées.

Il apparaît que la réception de déchets relevant des rubriques 10 13 14 et 17 05 04 n'est pas prévue dans la prescription précitée.

Dans le cadre du porter à connaissance communiqué au préfet le 28 novembre 2022 et complété le 14 décembre 2023, l'exploitant a indiqué qu'il souhaitait réceptionner des boues de décantation des laitances de béton, ainsi que des déchets inertes relevant notamment du code déchets 17 05 04. Ce porter à connaissance a fait l'objet d'une demande de complément en avril 2024. Celle-ci n'a pas donné lieu à une réponse de l'exploitant à ce stade.

Ces déchets étant entreposés sur les dalles ajout et compte tenu du contexte précité, il n'est pas proposé de suites administratives.

Toutefois, il a été constaté que les déchets associés au code 17 05 04 comportent le commentaire "ARSN Contaminated Soil CDM" et un lot est identifié "terres polluées". L'Inspection s'interroge quant à la pertinence des codes déchets utilisés au regard du descriptif des matériaux associés indiqué dans le registre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de justifier le code déchet utilisé pour les terres réceptionnées dans l'installation dans un délai d'un mois. Il justifiera du caractère non dangereux de ces déchets.

En outre, il est rappelé qu'il appartient à l'exploitant de compléter son porter à connaissance dans les meilleurs délais.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois


N° 7 : Suivi des zones d'accumulation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.5.1
Thème(s) : Risques accidentels - Suivi des zones d'accumulation d'eau
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• respecte les dispositions suivantes :<ul style="list-style-type: none">◦ réalisation de saignées de sol au niveau de la banquette périphérique est et de la partie est des banquettes périphériques nord et sud (au-dessus du Banc Supérieur) et des plateformes intermédiaires horizontales pour éviter toute stagnation d'eau,◦ mettre en liaison ces saignées avec des fossés et diriger l'eau vers les étangs de réception Nord, Sud-Est et Sud,◦ [...],• procède à une inspection visuelle, au moins 1 fois/semaine, notamment après des événements pluvieux, de l'état de la banquette périphérique Est et de la partie est des banquettes périphériques Nord et Sud (au-dessus du Banc Supérieur) et des plates-formes intermédiaires afin de :<ul style="list-style-type: none">◦ s'assurer de l'absence de toute zone de stagnation d'eau,◦ et dans cette hypothèse : réaliser de nouvelles saignées de sol pour en évacuer l'eau stagnante ; cette inspection est formalisée dans un registre tenu à disposition de l'inspection
Constats : <p>Dans le cadre du contrôle sur site, la zone contrôlée a été limitée au banc supérieur.</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté la présence d'une zone d'accumulation d'eau au niveau de l'angle est du banc supérieur.</p> <p>Un fossé est aménagé, mais il n'était pas assez profond en partie supérieure pour permettre l'évacuation des eaux.</p> <p>Par courriel du 06 juin 2025, l'exploitant a communiqué des photos justifiant de la réalisation des travaux.</p> <p>Il a également été constaté que l'exploitant tient un registre dans lequel il consigne le suivi réalisé des zones de stagnation d'eau.</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que le suivi n'était pas consigné à la fréquence prévue. Par courriel du 12 juin 2025, l'exploitant a communiqué un registre actualisé. Il a été constaté que le suivi a été réalisé à la fréquence prévue depuis le contrôle (semaines 21, 22, 23 et 24).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il appartient à l'exploitant de veiller au respect de la fréquence de surveillance prévue.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.2.1
Thème(s) : Autre - Périodicité de réalisation
Prescription contrôlée : Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés : [...]
Constats : Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté le plan du 09 février 2024. L'exploitant a indiqué avoir lancé un appel d'offre pour la réalisation d'un nouveau plan, mais aucun plan n'a été réalisé depuis. Dans ces conditions, la fréquence de réalisation des relevés topographiques et du plan n'est pas respectée. S'agissant d'une non conformité d'ordre documentaire qui ne remet pas en cause la sécurité, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient que l'exploitant communique un plan mis à jour dans un délai de deux mois. A défaut, une mise en demeure pourra être proposée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 Mois

N° 9 : Coupes et profils

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.2.2
Thème(s) : Autre - Coupes et profils
Prescription contrôlée : Des profils sont réalisés tous les ans : <ul style="list-style-type: none">- dans les zones exploitées : tous les 100 mètres,- et dans les zones d'étang où sont constituées des zones de haut-fonds. Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelles des fronts d'exploitation. Ils présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 3.5 du présent arrêté, et les pentes des talus existants
Constats : Le présent constat s'appuie sur les 14 coupes associées au plan d'exploitation du 09 février 2024. Des coupes sont bien réalisées tous les 100 mètres dans les zones exploitées. D'après le plan d'exploitation, elles s'étendent jusqu'à l'étang nord, mais celui-ci n'est pas identifié sur les coupes concernées (CC' et DD') et l'échelle ne permet pas de visualiser les zones de hauts-fonds. Les profils ne présentent pas les pentes théoriques tel que prévu par la prescription (1/1,5 pour Bas Titre) et les pentes des talus existants. Les coupes sont établies à l'échelle 1/1000. L'Inspection émet des réserves sur le fait que cette échelle soit adaptée pour présenter les pentes théoriques de manière exploitables. Au regard de ces éléments, l'ensemble des éléments nécessaires n'est pas présent sur les profils. S'agissant d'aspects documentaires qui peuvent aisément être mis en conformité, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de faire représenter l'ensemble des éléments manquant précisés dans le constat ci-dessus sur les profils et de les communiquer à l'Inspection dans un délai de deux mois, sur la base de relevés topographiques actualisés.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 Mois

N° 10 : Prévention des risques - moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels - Limitation des conséquences
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers annexée à la demande d'autorisation ; a minima la défense extérieure contre un incendie doit répondre aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• un débit minimum de $60 \text{ m}^3/\text{h}$; ce débit est nécessaire pendant 2 heures consécutives ; il est mis en œuvre par des moyens tels que : <ol style="list-style-type: none">1. soit des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;2. soit des réserves d'eau disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>[...]</p> <p>Article 47 de l'arrêté du 04 octobre 2010</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, dans le cadre du contrôle du 16 mai 2023 (rapport du 31 juillet 2023), l'exploitant avait présenté une lettre du SIS du 16 septembre 2022 précisant que les besoins incendie étaient évalués à $120 \text{ m}^3/\text{h}$ en considérant :</p> <ul style="list-style-type: none">• pour la partie stockage d'hydrocarbures, compte tenu des caractéristiques de la rétention et du taux d'application pour l'extinction, le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie prévoit un minimum de $30 \text{ m}^3/\text{h}$;• pour la partie entreposage de véhicules, compte tenu de la surface de stationnement et de la surface de stockage d'huile et de graisse, en application de la règle D9, les moyens sont évalués à $90 \text{ m}^3/\text{h}$;• au total, considérant que la citerne est accolée au bâtiment (d'où un risque de propagation à celui-ci en cas d'incendie), un débit de $120 \text{ m}^3/\text{h}$ pour couvrir les deux risques. Ce débit devant être disponible pendant deux heures. <p>Il avait été constaté que, conformément à la prescription de l'article 8.3.1 de l'arrêté précité, l'exploitant disposait d'une réserve d'eau de 120 m^3 et que l'étude de dangers ne considérait pas le scénario de l'incendie de l'atelier combiné à un incendie du stockage d'hydrocarbures.</p> <p>Il était demandé à l'exploitant de justifier, la suffisance des moyens mis en œuvre au regard de l'observation formulée ci-dessus et, le cas échéant, de présenter les éventuelles mesures nécessaires, ainsi que l'échéancier de travaux associé.</p> <p>A ce jour, l'exploitant dispose toujours d'une réserve d'eau de 120 m^3, soit une capacité insuffisante au regard de ces éléments. Il a indiqué que la mise en place d'un mur coupe-feu est envisagée entre l'atelier et la cuve d'hydrocarbures.</p> <p>Par courriel du 23 mai 2025, l'exploitant a communiqué des échanges avec le SIS de septembre 2024 dans lesquels la mise</p>

en place d'un mur coupe-feu est évoquée, ainsi qu'une note de calcul D9. Celle-ci conclut à un besoin de 60 m³/h pour l'atelier. Les hypothèses prises en compte auraient été modifiées par rapport à la version établie par le SIS (hauteur de stockage et niveau de risque notamment). Les hypothèses prises en compte n'ont pas fait l'objet d'une vérification au cours du contrôle. Toutefois, l'Inspection s'interroge sur la pertinence d'utiliser le fascicule A02 - activité (ateliers spéciaux et magasins d'entretien) au regard de la fonction de stockage notamment du hall.

Considérant qu'à ce jour, aucun mur coupe-feu n'a été mis en place et que la réserve d'eau est de 120 m³, il apparaît qu'en l'état :

- les éléments présentés dans l'étude de dangers sont incomplets ;
- la réserve d'eau présente est insuffisante ;
- les dispositions mises en œuvre par l'exploitant ne permettent pas de limiter les conséquences d'un incendie au niveau de l'atelier ou du stockage d'hydrocarbures ;
- l'exploitant respecte la prescription de l'article 8.3.1 de l'arrêté du 27 juin 2019, mais celle-ci n'est pas adaptée au vu des éléments précités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de se positionner dans un délai d'un mois sur les dispositions à mettre en œuvre pour limiter les conséquences d'un incendie au niveau de l'atelier ou du stockage d'hydrocarbures et de mettre en œuvre les aménagements nécessaires dans un délai de deux mois.

Il lui appartient également de s'assurer que les hypothèses prises en compte dans la note D9 sont adaptées et de les justifier.

A défaut de la mise en œuvre de mesures adaptées, l'exploitant s'expose à une mise en demeure au titre de l'article 47 de l'arrêté du 04 octobre 2010.

En outre, l'exploitant prépare actuellement une nouvelle demande d'autorisation pour l'exploitation de sa carrière. Il veillera à s'assurer que l'étude de dangers prend en compte l'ensemble des scénarios accidentels envisageables (dont un incendie de l'atelier et du stockage d'hydrocarbures) et que des barrières de sécurité adaptées sont définies en conséquence.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois